

Editorial

L'Agriculture africaine nécessite un changement fondamental

Les prix des denrées alimentaires sont à la hausse en Afrique. Cette tendance est due essentiellement au fait que l'Afrique importe la plupart de ses denrées, par conséquent, les changements des cours mondiaux affectent automatiquement les prix locaux en Afrique. Plusieurs raisons telles que les mauvaises conditions climatiques, la crise financière dans la zone Euro, et l'accroissement de la demande dans les pays asiatiques ont été avancées pour expliquer cette situation. D'aucuns pensent que les spéculateurs des produits de base sur les marchés ne peuvent pas échapper aux reproches car la spéculation aussi fait grimper les prix. Selon les prévisions de la Banque mondiale et de la FAO, la situation ne s'améliorera pas sitôt, surtout d'ici 2013.

L'Afrique continue d'être la région la plus touchée par la flambée des prix. Un rapport récent de la Banque mondiale indique qu'entre mars 2011 et mars 2012, le prix du maïs a augmenté de 8% au Malawi, de 80% en Ethiopie et de 71% au Mexique. Les plus grands déclinés dans la production du maïs sont survenus aux Honduras (31%), en Somalie (20%), et au Salvador (19%). Pendant la même période, les prix du riz ont progressé de 125% en Ouganda, 54% en Tanzanie, et de 38% au Rwanda.

Cette situation implique que les pays en développement, en particulier, les pays africains ayant d'énormes factures d'importation de produits alimentaires sont une fois encore victimes d'une crise mondiale qui menace d'aggraver la pauvreté. Toutefois, il ne semble pas que les pays africains sont entièrement irréprochables pour la situation dans ils se retrouvent. En dehors du développement du goût pour les produits importés au détriment des produits cultivés localement, les choix de politique même s'ils sont prescrits dans les conditions de prêts et de dons etc. sont tout aussi reprochables.

Dans un rapport publié en mars, le Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, Olivier De Schutter, parle également d'une évolution rapide vers les aliments transformés et l'abandon des mets traditionnels par la population locale. En plus de l'ouverture de l'Afrique aux nouvelles maladies associées aux pays développés, cette évolution implique la perte de revenus parmi les agriculteurs locaux dont les produits manquent de clientèle et qui s'enfoncent donc dans la pauvreté.

Les problèmes des agriculteurs africains sont davantage exacerbés par les subventions dont bénéficient les agriculteurs des pays développés qui ont donc des coûts de production réduits et disposent des débouchés faciles pour leurs produits en raison de l'ouverture des marchés africains grâce à l'ajustement structurel et les politiques néolibérales qui l'ont suivi. Un autre danger à l'horizon pour les agriculteurs africains est la montée en puissance des sociétés de semence telles que Monsanto, Sygenta et Dupont qui s'empare progressivement de la chaîne mondiale d'approvisionnement en produits alimentaires à mesure que les semences des agriculteurs commencent à s'amenuiser. Le monopole de ces sociétés de semence contribue aussi à la hausse des prix des produits alimentaires au fur et à mesure que les intérêts commerciaux s'emparent de l'industrie alimentaire. La spéculation sur les bourses des produits de base est étroitement liée à cette tendance. La financiarisation du marché des produits alimentaires entraîne des distorsions dans les prix qui n'ont rien avoir avec l'offre et la demande.

Dans les différentes régions de l'Afrique, comme l'indique l'article à la page 5 intitulé « Les prix des produits alimentaires repartent à la hausse », les raisons de la hausse des prix varient des situations de conflit à la sécheresse ou des pluies tardives. Ce n'est donc pas surprenant qu'à cause de la situation de conflit entre le Sud Soudan et le Soudan, les troubles civils au Nord du Mali et au nord-est du Nigeria entre autres, les prix des produits alimentaires s'envolent. Le prix élevé des engrais et du carburant se traduisent automatiquement en augmentation des prix alimentaires.

Un autre facteur qui contribue à la flambée des prix est le caractère peu attrayant de l'agriculture non seulement pour les entrepreneurs africains mais aussi pour la jeune génération. Contrairement aux pays développés où les incitations telles que les subventions, les recherches soutenues par le gouvernement et les bons régimes de crédit sont mis en œuvre pour attirer de plus en plus d'entrepreneurs vers l'industrie agricole, l'Afrique n'a pas ces avantages bien que la population d'agriculteurs surtout les petits exploitants et les vieux paysans ne cesse de diminuer. Les jeunes qui doivent prendre la relève des vieux paysans et des agriculteurs de subsistance et transformer l'agriculture en une industrie agro-alimentaire ne s'y intéressent pas en raison du manque de régime de crédit attractif soutenus par le gouvernement. En Afrique, l'agriculture est demeurée une entreprise peu scientifique et peu axée sur la technologie et tributaire de la pluie et des outils rudimentaires comme le coupe-coupe et la houe. L'irrigation et l'usage des tracteurs jouent un rôle infime dans l'agriculture africaine.

Le changement climatique et ses effets tels que la sécheresse et l'inondation contribuent aussi à la hausse des prix alimentaires en Afrique et à travers le monde. La pluviométrie irrégulière et imprévisible est devenue courante dans quelques régions de l'Afrique à tel enseigne que les agriculteurs peuvent à peine dépendre de leur connaissance éprouvée du climat pour semer leur culture. Avec des services météorologiques peu fiables et des agriculteurs analphabètes qui ne peuvent pas tirer grande chose des informations météorologiques disponibles, les pratiques agricoles demeurent peu scientifiques.

Tout porte à croire l'Afrique a besoin non seulement d'un système d'alerte rapide mais aussi d'un changement radical du système agricole qui répond à ses besoins alimentaires. Comme il a été suggéré récemment lors d'un débat de l'ONU sur la volatilité excessive des prix des denrées alimentaires et des produits de base, les pays en développement doivent s'enraciner dans la production locale et l'autosuffisance et accorder une importance à l'agriculture. L'Afrique, en l'occurrence, les pays en développement ne doivent pas accepter l'idée de lier la production vivrière locale à la chaîne de valeur mondiale par des moyens tels que l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique car cela les mettra sous les ordres du conseil d'administration des sociétés. L'autosuffisance alimentaire de l'Afrique ne dépend pas non plus de l'accaparement de vaste de superficies de terre aux fins agricoles par les sociétés multinationales dont les intérêts ne sont pas différents de celles qu'on retrouve dans les secteurs extractives du gaz et du pétrole et des mines qui engrangent des profits énormes pour leurs actionnaires. Nourrir l'Afrique à un coût abordable, assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire et dépendre moins de l'importation des produits alimentaire ne peuvent être réalisés que par les africains eux-mêmes.

Les prix des denrées alimentaires repartent à la hausse

A mesure que les prix des denrées alimentaires commencent à s'envoler, les pays du Sahel en Afrique de l'Ouest et ceux de la Corne de l'Afrique ainsi que de l'Afrique Centrale dont la plupart dépendent des céréales importées pour nourrir leurs populations sont les plus exposés aux conséquences de la cherté des denrées alimentaires, déclare l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

A travers le monde, de nombreuses personnes font face déjà à la hausse des prix des denrées alimentaires et beaucoup encore vont les rejoindre. Les prix mondiaux des céréales ont atteint des niveaux record à la mi-juin, lorsque les effets de l'une des pires sécheresses de l'histoire des États-Unis, le plus grand producteur mondial de maïs et de soja, ont été connus du public et que les marchés des produits de base ont réagi.

En 2007/08, l'augmentation des prix des denrées alimentaires avait obligé les plus pauvres à vendre leurs biens et à réduire leurs dépenses de nourriture, d'éducation et de santé, accroissant du même coup leur vulnérabilité aux chocs futurs, selon la FAO.

La répercussion de la hausse des cours mondiaux sur les prix aux consommateurs n'est pas seulement le résultat de la dépendance de certains pays envers les importations et la production domestique. D'autres facteurs, et notamment les interventions en matière de politiques, jouent également un rôle, selon Liliana Balbi, chef d'équipe pour le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) de la FAO. « Dans les pays d'Afrique du Nord, par exemple, la répercussion des prix aux consommateurs pendant les crises de 2007-08 et de 2010-11 a été limitée par la mise en place de généreuses subventions alimentaires. »

Gary Eilerts, responsable des programmes auprès du Réseau américain des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET), géré par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), a dit à IRIN : « Dans les pays où règne l'insécurité alimentaire, les conséquences de la hausse des prix peuvent, en règle générale et au moins au début, être plus discrètes et survenir un peu plus tard en raison d'une moindre dépendance de plusieurs de ces pays envers les échanges mondiaux de céréales. »

FEWSNET surveille les tendances des prix des aliments de base dans 30 pays considérés comme vulnérables à l'insécurité alimentaire. « L'abondance du riz permettra de compenser la hausse des prix dans certains pays. Il faudra cependant surveiller leur évolution afin de déterminer si, et dans quelle mesure, les prix du blé sont poussés à la hausse par l'augmentation des prix du maïs. Cela pourrait en effet faire augmenter le prix du pain, un produit largement consommé par les populations urbaines des pays où règne l'insécurité alimentaire. »

Sahel

Dans une évaluation compilée exclusivement pour IRIN, le SMIAR a indiqué que plusieurs pays du Sahel étaient confrontés à une crise alimentaire provoquée par la faiblesse des récoltes de

céréales de 2011 et les prix déjà élevés des denrées alimentaires, et qu'ils étaient dès lors très sensibles aux chocs. Si les prix des céréales de base comme le sorgho, le maïs et le millet ont fortement augmenté dans l'ensemble du Sahel, ceux du riz et du blé importés sont demeurés relativement stables au cours des derniers mois.

« Une nouvelle envolée des cours mondiaux aurait des effets dramatiques sur la situation alimentaire déjà fragile de la région », a averti Mme Balbi. Les pays du Sahel, et notamment la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Gambie, en seraient durement affectés. Dans plusieurs de ces pays, le prix des céréales produites localement a déjà augmenté de plus de 50 pour cent depuis 2011.

Cette semaine, la Banque mondiale a rapporté que les prix du blé et du maïs avaient augmenté de plus de 50 et 45 pour cent respectivement depuis la mi-juin et que le soja coûtait près de 30 pour cent plus cher. Le prix du soja aurait en effet augmenté de près de 60 pour cent depuis la fin 2011.

Corne de l'Afrique/Afrique de l'Est

L'augmentation du prix des céréales observée dans plusieurs pays du nord-est de l'Afrique et due en partie à la hausse des cours mondiaux accroît la vulnérabilité de ces populations. D'après la Banque mondiale, environ 9,95 millions de personnes vivent dans l'insécurité alimentaire depuis la sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2011. Environ 16 millions de personnes sont confrontées à divers niveaux d'insécurité alimentaire au Djibouti, en Éthiopie, au Soudan, au Soudan du Sud, au Kenya et en Ouganda, selon FEWSNET.

Toutefois, en Somalie, un pays qui a été frappé par une crise alimentaire en 2011, les prix des céréales locales de base ont fortement diminué au cours des 12 derniers mois par rapport aux prix record qu'ils avaient atteints en juin 2011, et sont demeurés relativement bas et stables depuis les premiers mois de 2012, a rapporté le SMIAR.

Au Soudan et au Soudan du Sud, les prix ont atteint des niveaux record sur tous les marchés supervisés à la suite de perturbations et du déclin de la production en 2012, selon le SMIAR.

Le Soudan dépend en grande partie des importations de blé, et la FAO s'attend à ce que la hausse récente des cours mondiaux des céréales, et principalement du blé, affecte les prix locaux. Si les prix du blé au Soudan ont enregistré une baisse modérée depuis le début de 2012, le prix moyen dans la capitale, Khartoum, était de 659 dollars la tonne en juin – soit légèrement plus (5 pour cent) que l'année précédente.

En juin 2012, le prix de la principale denrée à Khartoum et à El Gadarif (une région où la production est généralement excédentaire) était deux fois plus élevé qu'en juin 2011.

Au Soudan du Sud, les prix du sorgho ont augmenté d'environ 220 pour cent entre juillet 2011 et juillet 2012.

En Éthiopie, les prix des céréales ont grimpé depuis février 2012, mais ils se sont stabilisés à des niveaux élevés. D'après le SMIAR, les prix de gros du blé sur la plupart des marchés éthiopiens ont augmenté de 18-20 pour cent en moyenne depuis le début de l'année, en raison surtout de la hausse des cours mondiaux.

En Ouganda, le prix du maïs a bondi d'environ 60 pour cent entre janvier et avril 2012 et s'est stabilisé à environ 390 dollars la tonne, soit 42 pour cent plus qu'un an plus tôt, a indiqué le SMIAR.

Au Kenya, les prix du maïs ont augmenté de 20-25 pour cent en moyenne sur les principaux marchés au cours des trois ou quatre derniers mois en raison de l'épuisement des stocks provenant des récoltes qui ont suivi la courte saison des pluies (et qui se sont terminées en mars 2012).

Les prix du maïs sur les marchés de gros tanzaniens sont très élevés, mais cela n'est pas dû à la hausse des cours mondiaux. À Dar es Salaam et Arusha, deux villes importantes du pays, le prix du maïs a atteint un niveau presque record en mai/juin – 350-380 dollars la tonne – à cause de l'augmentation des coûts de l'énergie et du transport et de la reprise des exportations de maïs qui a suivi la levée de l'interdiction.

Afrique du Sud

L'augmentation récente du prix du maïs a eu des répercussions quasi instantanées en Afrique du Sud, le principal producteur de maïs du continent. Les pays du sud de l'Afrique qui importent du maïs, comme le Botswana, la Namibie et le Swaziland, seront durement affectés par la hausse des prix. La production de maïs au Lesotho – un gros importateur – a diminué de 77 pour cent par rapport à 2010/11, et le pays, comme plusieurs de ses voisins, aura de la difficulté à nourrir sa population.

Le Lesotho ne s'est pas encore remis de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de 2010 et des inondations qui ont eu lieu par la suite. Le pays, qu'on appelle aussi « royaume des montagnes », a été contraint de dépenser des millions de dollars pour acheter de la nourriture et du matériel afin de réparer les infrastructures endommagées. En 2011, la production agricole a été affectée par les précipitations insuffisantes. Dans un rapport publié en mai 2012, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé à 4,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB) le coût des importations liées aux inondations et l'achat de nourriture et de carburant jusqu'en 2013 – une somme que les recettes anticipées provenant des exportations de diamants ne permettront pas de couvrir. L'estimation du FMI ne prenait pas en compte la hausse actuelle des prix.

Et il y a pire encore : selon une évaluation mondiale de la sécurité alimentaire réalisée par le service de recherche économique du ministère américain de l'Agriculture (USDA) et comprenant des projections pour les 10 prochaines années, près de 100 pour cent de la population du Lesotho, de la République démocratique du Congo (RDC), du Burundi et de l'Érythrée souffrira d'insécurité alimentaire jusqu'en 2022.

« L'Angola a également eu de très mauvaises récoltes (temps sec) et on s'attend à ce que le pays importe des quantités plus importantes de céréales que l'an dernier. Le Zimbabwe aura aussi besoin d'importer plus de céréales, mais les stocks qu'il a accumulés l'aideront néanmoins à combler en partie le déficit croissant de 2012/13 », a indiqué Mme Balbi dans un courriel.

Afrique centrale

En Afrique centrale, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon « dépendent presque entièrement des marchés internationaux pour combler leurs besoins en matière de céréales (blé et riz) », a dit Mme Balbi. « La République centrafricaine et le Cameroun sont généralement auto-suffisants pour le maïs, leur denrée de base, mais les perspectives demeurent incertaines pour la récolte de cette année, et il se peut qu'ils doivent en importer en 2013. »

« Par ailleurs, ils importent généralement des quantités importantes de blé et de riz, qui sont principalement destinées aux consommateurs des zones urbaines. »

Afrique du Nord et Moyen-Orient

La Syrie et le Maroc sont deux pays à surveiller. Dans le cas de la Syrie, les conséquences du conflit interne et des sanctions internationales pourraient s'ajouter à celles de la hausse des cours mondiaux des céréales et entraîner une détérioration de l'insécurité alimentaire.

Le conflit civil prolongé qui règne en Syrie laisse planer l'incertitude quant à la prochaine récolte de blé, indique l'évaluation du SMIAR. Au Maroc, on s'attend à ce que la production de blé enregistre une baisse de 40 pour cent par rapport à 2011 en raison des précipitations insuffisantes.

En règle générale, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient sont largement tributaires des importations pour satisfaire leurs besoins en céréales. « Même dans les bonnes années, ils importent entre 30 et 70 pour cent de leur consommation intérieure de céréales », a dit Mme Balbi. « En dépit des généreuses subventions alimentaires qui ont été mises en place et de l'inflation relativement modérée des prix des denrées alimentaires, la facture des importations céréalières – et le fardeau que représentent les subventions alimentaires pour le budget de l'État – augmentent considérablement avec la hausse des cours mondiaux.

Mali

APERÇU DE LA SITUATION DE SECURITE ALIMENTAIRE

Les perspectives des récoltes céréalières de 2012 demeurent incertaines malgré une bonne pluviométrie au début de la saison de culture

Les prix des céréales sèches sont élevés

Les troubles civiles ont des conséquences sur la sécurité alimentaire

Des sections importantes de la population ont toujours besoin d'assistance.

Les précipitations ont été généralement abondantes au début de la saison de culture en juin et les cumuls pluviométriques au mois de juillet étaient au dessus de la moyenne dans presque toutes les stations météorologiques. Les semailles de mil et de sorgho sont presque terminés et les premiers plants de mil bourgeonnent et poussent des feuilles. Les semailles de riz sur les couches à semis sont en cours dans les zones irriguées le long du fleuve Niger. Les pâturages s'améliorent surtout au sud du pays.

Malgré la bonne pluviométrie, les perspectives des cultures demeurent incertaines en raison des menaces éventuelles que posent les criquets pèlerins aux cultures et aux pâturages ainsi de l'impact de l'insécurité alimentaire et du déplacement à grande échelle des populations. Les nuées de criquets qui se sont constituées le long de la frontière entre la Libye et l'Algérie en mai ont migré vers le sud et ont envahi le nord du Niger et du Mali entre fin mai et mi-juin. Au nord du Mali, des invasions de criquets, y compris des nuées ailées et immatures et des groupes adultes près d'Aguelhoc en Timétrine et à Wadis le long du côté ouest d'Adrar des Iforas ont été signalées. Cependant, les activités de suivi et d'intervention ont été entravées par les conflits et l'insécurité et les équipes sur le terrain n'ont pas pu avoir accès aux zones potentiellement infestées du Nord. Par ailleurs, l'insécurité et le déplacement des populations vont probablement affecter l'accès aux intrants et aux zones cultivées dans de vastes régions du pays.

Des récoltes réduites en 2011

L'année dernière, les conditions de semailles des cultures et des pâturages étaient mauvaises dans plusieurs parties du pays. Les pluies irrégulières au début de la saison des cultures en mai/juin ont été suivies de précipitations imprévisibles en juillet et août et de l'arrêt précoce des pluies en septembre. De plus, l'infestation par les rongeurs et les insectes ont causé des dégâts aux cultures. Les zones les plus touchées sont Kayes, Nioro, Ylimane, Diema dans la région de Kayes ; Kolokani et Nara dans la région de Koulikoro ; Niono, Macima et Tominian dans la région de Ségou ainsi que quelques parties des régions de Mopti, Kidal et de Tombouctou.

Suite à la publication des chiffres de production céréalière, l'agrégat de la production de céréales en 2011 était estimée à 5,8 millions de tonnes soit 10% moins que la récolte de l'année précédente mais 16% au dessus de la moyenne pour les cinq années précédentes.

Les prix des céréales sont demeurés à des niveaux très élevés

L'impact de la baisse de la production céréalière en 2011 a été aggravé par les conflits civils et l'insécurité qui ont engendré de graves perturbations dans le déplacement des produits et les échanges transfrontaliers. En conséquence, les prix des céréales produits localement se sont envolés à travers le pays. A Bamako, au début du mois de juillet, les prix du mil étaient 90% plus élevé que le niveau atteint le même mois de l'année dernière. Les prix du Sorgho ont augmenté de 84% par rapport à la même période. Par contre, les prix du riz importé qui est pour la plupart consommé dans les zones urbaines sont demeurés stables dans les mois récents.

Les conflits et la flambée des prix des denrées alimentaires ont aggravé l'insécurité alimentaire.

La recrudescence des conflits armés au Nord du pays au début d'avril 2012 a changé profondément la situation sécuritaire en général et a entraîné des déplacements massifs des populations. Selon le HCR, à la mi- juillet, plus 166 000 personnes ont été déplacées sur le plan interne et 232 000 personnes ont fui vers la Mauritanie (environ 91 000), le Burkina (environ 89 000) et le Niger (environ 49 000).

La baisse de la production ajoutée à l'envolée des prix et le conflit a engendré l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Environ 3 millions de personnes sont classées dans la catégorie des individus menacés par l'insécurité alimentaire par le Système d'Alerte Précoce du pays dès le début du mois de février 2012. Une analyse de cadre harmonisé effectuée au début du mois de juin a placé plusieurs régions du pays dans la phase 3 (stade critique d'insécurité alimentaire). Les interventions humanitaires d'urgence doivent continuer afin d'éviter une détérioration poussée de la situation de sécurité alimentaire.

*Crédit FEWS NET

Djibouti

APERÇU DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Des mauvaises saisons de pluie successives ont sévèrement affecté les conditions dans les prairies et la disponibilité de l'eau.

Les prix des denrées alimentaires ont baissé mais la sécurité alimentaire demeure critique pour les pastoralistes et les ménages urbains pauvres.

Bien en deca de la moyennes les pluies « diraa/sougoum » (mars à mai) ont suivi les pluies « heys/dada » défavorables (octobre –février) avec l'épuisement des de pâturages et le manque d'eau dans la plupart des zones pastorales. L'augmentation du niveau de salinité de plusieurs points d'eau a été signalée surtout dans le district Ali Sabieh. L'état physique des animaux est généralement mauvais et la production du lait est très faible. Les pluies « karan/karma » n'ont pas encore commencé dans les zones de l'intérieur et il est probable que la saison de la faim qui s'étend de juin à aout se prolonge.

Les prix de gris du blé se sont stabilisés depuis le début de l'année à environ 4 800 FDJ par sac de 50 kilogrammes et se situent à entre 25 et 30% en dessous des niveaux élevés enregistrés en 2011. Les prix du riz (Belem) consommé essentiellement dans les zones urbaines sont à la baisse depuis Aout 2011 et en juin 2012, le riz vendait à 5 400 FDJ, soit 13% de moins que l'année précédente.

La population totale estimative qui a besoin d'assistance humanitaire s'élève à 206 000 habitants soit environ 22% de la population. Il s'agit pour la plupart des petits exploitants agricoles et les bergers vivant dans les zones rurales d'Ali Sabieh, d'Arta, de Dikhil d'Obock et des districts de Tadjoura qui ont été touchées par des mauvaises saisons de pluies successives et des populations urbaines concentrées autour et dans la ville de Djibouti. Par ailleurs, environ 21 000 personnes provenant essentiellement de la Somalie et du Yemen se trouvent dans des camps de réfugiés et sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Crédit FEWSNET

Tableau 2. Principaux mouvements de prix sur les marchés intérieurs (jusqu'en février 2012)

variations trimestrielles : décembre 2011-février 2012			
Blé	% de variation	Maïs	% de variation
République démocratique du Congo, Kinshasa, blé (farine), prix de détail (franc congolais/kg)	16	Malawi, Mzimba, maïs, prix de détail (kwacha/kg)	74
Bangladesh, Dhaka, blé (farine), prix de détail (taka/kg)	10	République-unie de Tanzanie, Dar-es-Salaam, maïs, prix de gros (USD/tonne)	31
Inde, Delhi, blé, prix de détail (roupie indienne/kg)	6	Ukraine – moyenne nationale, maïs (à l'achat, EXW, traité), prix de gros (hryvnia/tonne)	19
Ukraine – moyenne nationale, blé, classe 3 (à l'achat, EXW, traité), prix de gros (hryvnia/tonne)	5	Honduras, San Pedro Sula, maïs (blanc), prix de gros (USD/kg)	11
Salvador, San Salvador, blé (farine), prix de détail (USD/kg)	-13	Costa Rica, moyenne nationale, maïs (blanc), prix de gros (USD/kg)	-15
Soudan, Khartoum, blé, prix de gros (livre soudanaise/local)	-12	Panama, Panama City, maïs, prix de détail (balboa/kg)	-14
Géorgie, moyenne nationale, blé (farine), prix de détail (lari/kg)	-6	Kenya, Nairobi, maïs, prix de gros (USD/tonne)	-12
Riz	% de variation	Sorgho	% de variation
République-unie de Tanzanie, Dar-es-Salaam, riz, prix de gros (USD/tonne)	34	Haïti, Port-au-Prince, sorgho, prix de détail (gourde/local)	24
Ouganda, Kampala, riz, prix de gros (USD/kg)	19	Soudan, Khartoum, sorgho (feterita), prix de gros (livre soudanaise/local)	18
Nicaragua, Managua, riz (3e qualité), prix de gros (cordoba oro/kg)	11	Éthiopie, Addis-Abeba, sorgho (blanc), prix de gros (birr éthiopien/local)	4
Pakistan, Karachi, riz (basmati), prix de détail (roupie du Pakistan/kg)	8	Somalie, Baidoa, sorgho (rouge), prix de détail (shilling de Somalie/kg)	-46
Cambodge, Phnom Penh, riz (mélange), prix de gros (riel/kg)	-18	Salvador, San Salvador, sorgho (maicillo), prix de gros (USD/kg)	-21
Somalie, Mogadiscio, riz (importé), prix de détail (shilling de Somalie/kg)	-14	Togo, Lomé, sorgho, prix de détail (franc CFA/kg)	-5
République démocratique du Congo, Kinshasa, riz (importé), prix de détail (franc congolais/kg)	-11		
Variations annuelles : février 2011-février 2012			
Blé	% de variation	Maïs	% de variation
Bélarus, moyenne nationale, blé (farine), prix de détail (rouble du Bélarus/kg)	92	Malawi, Mzuzu, maïs, prix de détail (kwacha/kg)	82
République de Moldavie, Chisinau, blé (farine), prix de détail (leu moldave/kg)	56	Éthiopie, Addis-Abeba, maïs, prix de gros (birr éthiopien/local)	80
Éthiopie, Addis-Abeba, blé (blanc), prix de gros (birr éthiopien/local)	22	Mexique, Guadalajara, maïs (blanc), prix de gros (peso mexicain/kg)	71
République démocratique du Congo, Kinshasa, blé (farine), prix de détail (franc congolais/kg)	19	Kenya, Kisumu, maïs, prix de gros (USD/tonne)	66
Bhoutan, Trashigang, blé (farine), prix de détail (ngultrum/kg)	19	Afrique du Sud, Randfontein, maïs (blanc), prix de gros (rand/tonne)	53
Bolivia, La Paz, blé (farine), prix de gros (boliviano/kg)	10	Rwanda, Kigali, maïs, prix de gros (USD/tonne)	49
Cap-Vert, Santiago, blé (farine, importé), prix de détail (escudo cap-verdien/kg)	10	République-unie de Tanzanie, Dar-es-Salaam, maïs, prix de gros (USD/tonne)	39
Salvador, San Salvador, blé (farine), prix de détail (USD/kg)	-30	Panama, Panama City, maïs, prix de détail (balboa/kg)	32
Kirghizistan, Bishkek, blé (farine, catégorie 1), prix de détail (som/kg)	-19	Honduras, San Pedro Sula, maïs (blanc), prix de gros (USD/kg)	-31
Afrique du Sud, Randfontein, blé, prix de gros (rand/tonne)	-16	Somalie, Mogadiscio, maïs (blanc), prix de détail (shilling de Somalie/kg)	-20
Géorgie, moyenne nationale, blé (farine), prix de détail (lari/kg)	-11	Salvador, San Salvador, maïs (blanc), prix de gros (USD/kg)	-19
Ukraine – moyenne nationale, blé, classe 3 (à l'achat, EXW, traité), prix de gros (hryvnia/tonne)	-9	Togo, Lomé, maïs, prix de détail (franc CFA/kg)	-12
Riz	% de variation	Sorgho	% de variation
Ouganda, Kampala, riz, prix de gros (USD/kg)	125	Soudan, Khartoum, sorgho (feterita), prix de gros (livre soudanaise/local)	102
République-unie de Tanzanie, Dar-es-Salaam, riz, prix de gros (USD/tonne)	54	Éthiopie, Addis-Abeba, sorgho (blanc), prix de gros (birr éthiopien/local)	82
Rwanda, Kigali, riz, prix de gros (USD/tonne)	38	Burkina Faso, Ouagadougou, sorgho (local), prix de gros (franc CFA/local)	35
Pakistan, Karachi, riz (basmati), prix de détail (roupie du Pakistan/kg)	26	Haïti, Port-au-Prince, sorgho, prix de détail (gourde/local)	24
Mali, Bamako, riz (local), prix de gros (franc CFA/local)	25	Niger, Niamey, sorgho (local), prix de gros (franc CFA/local)	15
Indonésie, moyenne nationale, riz, prix de gros (roupie indonésienne/kg)	15	Somalie, Baidoa, sorgho (rouge), prix de détail (shilling de Somalie/kg)	-72
Bolivia, Cochabamba, riz (grano de oro), prix de gros (boliviano/kg)	-21	Salvador, San Salvador, sorgho (maicillo), prix de gros (USD/kg)	-11
Bangladesh, Dhaka, riz (paddy), prix de détail (taka/kg)	-18	Togo, Lomé, sorgho, prix de détail (franc CFA/kg)	-7
Haïti, Port-au-Prince, riz (importé), prix de détail (gourde/local)	-14		
République démocratique du Congo, Kinshasa, riz (importé), prix de détail (franc congolais/kg)	-9		

Source : FAO, Système mondial d'information et d'alerte rapide (GIEWS).

Les Groupes de la Société Civile Africaine entérinent la Vision Minière Africaine

A l'issue d'une réunion panafricaine des organisations de la société civile de quatre jours sur la Vision Minière à Accra, les participants se sont félicités de la révolution conceptuelle qui place l'exploitation minière dans le cadre élargi de l'industrialisation, de la diversification et du développement économiques de l'Afrique tel que proposé par la Vision Minière Africaine.

Les organisations de la société civile et les organisations de masse intervenant dans les domaines de l'exploitation minière et le développement, du commerce et de l'investissement, du genre et des questions de développement ensemble avec des syndicalistes, des miniers artisanaux, des leaders des communautés minières et des responsables venant de toute l'Afrique se sont réunis du 26 au 29 Juin pour délibérer sur la Vision Minière Africaine et le rôle des organisations citoyennes dans sa réalisation. Elle s'est tenue sous l'égide de TWN-Africa et a été organisée par AIMES (l'Initiative sur l'Exploitation Minière, l'Environnement et la Société) et la Section Africaine de la Confédération Internationale des Syndicats CIS-Afrique, avec l'appui de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Les extraits de la déclaration émise à la fin de la réunion se trouvent ci-après.

Les OSC et les organisations et les réseaux de masse présents se sont félicités cette réponse et du changement dans la vision de politique sur l'exploitation minière et le développement que le processus de la VMA représente et entérinent :

- La Vision Minière Africaine (VMA) adoptée par les Chefs d'Etat Africains lors du Sommet de l'UA en 2009 comme un tournant historique pour la place et le rôle de l'exploitation minière dans la transformation structurelle du développement de l'Afrique
- L'accent que la vision met sur le développement généralisé axé sur l'industrialisation et la diversification, l'importance de l'élargissement de la responsabilité démocratique et de l'engagement, le respect des droits de l'homme, la justice économique et le développement des entreprises locales, y compris la promotion de l'exploitation minière artisanale et le secteur de l'exploitation minière à petite échelle comme le fondement d'une nouvelle orientation de la politique minière et le développement ;
- La déclaration de la VMA sur la nécessité d'un changement radical dans la stratégie de développement de l'exploitation minière tirée par l'attrait des investissements étrangers directs pour la production et l'exportation de matières premières
- La déclaration de la VMA sur la nécessité d'un changement radical dans la stratégie de développement de l'exploitation minière tirée par l'attrait des investissements étrangers directs pour la production et l'exportation de matières premières
- Le rejet du paradigme de la Banque mondiale qui a orienté la politique minière en Afrique ;
- La transformation des économies africaines en les affranchissant de la situation actuelle de dépendance des produits de base a été analysée de manière critique suivant plusieurs perspectives, notamment les défis de l'établissement des liens au sein du secteur ainsi qu'entre l'exploitation minière et d'autres secteurs et la diversification économique en général, le repositionnement de la politique industrielle et de l'industrialisation comme le pivot de la stratégie nationale de développement, les processus et les stratégies d'intégration régionale, les menaces et les

opportunités offertes par la coopération sud-sud pour les processus de diversification et d'établissement des liens.

Nos conclusions en prévision d'un agenda commun de travail après la conférence d'Accra sont les suivantes :

Transformation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle: Environ cinq millions de personnes à travers l'Afrique pratiquent l'exploitation minière artisanale (EMA), ce qui fait de ce secteur une source très importante de moyens de subsistance et de revenu. Nous lançons un appel à l'arrêt de la discrimination et de la marginalisation de l'EMA dans les politiques et pratiques officielles en raison de l'orientation vers la promotion et la sauvegarde des intérêts des sociétés étrangères d'exploitation minière à grande échelle. Nous recommandons une meilleure intégration des politiques d'EMA et du développement rural et l'appui au développement des entreprises locales. Les politiques publiques doivent reconnaître les miniers artisanaux et doit les habiliter en matière de technologie et de financement pour leur permettre de jouer un rôle central dans l'agenda de transformation dans le secteur minier.

Le travail décent est un impératif absolu. Nous lançons donc un appel à l'arrêt de la sous-traitance de la main d'œuvre et ses effets dégradants, à la santé et à la sécurité, un salaire égal pour un travail égal pour les travailleurs des mines industrielles. Les politiques publiques doivent aborder énergiquement ces questions, à commencer par la ratification et la mise en œuvre des normes de travail décent internationalement reconnues comme la Convention 176 par tous les Etats membres de l'UA.

Egalité des genres : la place et le rôle marginaux des femmes dans le secteur minier à grande et à petite échelle, les défis particuliers qu'elles rencontrent en tant que ouvrières et entrepreneurs doivent être abordés comme un élément fondamental et indispensable de la transformation envisagée dans la VMA et dans tous ses processus et politiques ainsi que dans les méthodes de mobilisation et d'organisation par les OSC. La faiblesse de l'analyse genre dans les documents de la VMA exige une attention spécifique en vue de prendre en compte les relations de genre inéquitables au niveau de l'exploitation minière et des domaines connexes dans tous les travaux visant la réalisation de la VMA.

Le Rôle de l'Etat: Il est évident et indéniable qu'un rôle plus actif de l'état en tant que planificateur, régulateur/facilitateur et acteur économique direct est nécessaire pour le nouvel agenda de transformation. Les impératifs de la restructuration économique en Afrique et les leçons tirées d'autres expériences confirment que l'Etat doit devenir un acteur direct dans l'économie en tant que investisseur, innovateur et force motrice des activités de recherche et développement, un superviseur plus créatif en charge de la réglementation et de la facilitation, un promoteur en chef des entreprises locales et des processus économiques régionaux. Il doit être le site de la cohérence des politiques et de la coordination parmi les institutions étatiques et parmi les états dans le cadre de la mise en œuvre et sur la scène internationale où les décisions qui affecte l'espace de politique pour la réalisation de la VMA sont prises.

- Les dangers que pose la dépendance du financement extérieur sous forme d'aide et d'investissement étranger comme bases de financement de la VMA. Il faudra faire preuve de vigilance vis-à-vis le rôle et l'influence de la Banque mondiale et des institutions alliées dans la mise en œuvre du Plan d'Action et des tentatives de pérenniser son paradigme discrédité ;
- Les régimes et accords bilatéraux et multilatéraux anti-développement sur le commerce et l'investissement que les pays africains ont signé ou compte signer : les principaux dangers sont

l'Initiative des Matières Premières de l'UE qui cherche à avoir un accès privilégié aux ressources minières brutes au profit des économies européennes et l'Accord de Partenariat Economique(APE) en cours de négociation

- La nouvelle course aux ressources de l'Afrique dans le contexte du nouvel ordre mondial naissant. Les pays africains ne doivent pas présumer que les intérêts de la Chine et d'autres puissances émergentes comme le Brésil et l'Inde seront intrinsèquement bénéfiques. Il est nécessaire d'élaborer des stratégies collectives africaines qui cherchent consciemment à limiter les menaces et les intérêts de ces pays et de saisir les avantages et les opportunités de l'agenda de transformation.

